

Dégradation de la note de solvabilité de la France : Tout ça pour ça !

La Loi portant réforme des retraites a été promulguée sans pour autant convaincre, semble-t-il, l'agence Fitch qui a abaissé vendredi la note de la France de AA à AA- c'est-à-dire du 3ème au 4ème rang de confiance en termes de solvabilité. L'agence Fitch justifie son appréciation par des déficits importants et de faibles efforts pour les résorber. Elle évoque également, le « désordre social et politique » résultant du conflit relatif à la réforme des retraites dont l'exécutif porte seul la responsabilité.

Pour « résorber les déficits », le Gouvernement dispose de deux leviers : réduire la dépense publique ou augmenter les recettes publiques. Privilégiant depuis des années la première option avec le résultat que nous connaissons sur le service public (santé, éducation, petite enfance, police, justice et corps de contrôles), le Gouvernement ne semble pas vouloir changer de braquet. Au contraire, la première ministre vient d'inviter l'ensemble des départements ministériels à réfléchir à des économies de l'ordre de 5% dans la perspective du projet de Loi de Finances pour 2024 voire d'un projet de Loi de Finances rectificative pour 2023.

Parallèlement, il n'est pas envisagé de revenir sur les allègements de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises, ni même de les conditionner au maintien dans l'emploi, à la création d'emplois et à la réindustrialisation et relocalisation. S'agissant des dépenses ou niches fiscales qui représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat équivalent au rendement de l'Impôt sur le revenu, il n'est pas plus question d'en évaluer l'intérêt social et économique. Revisiter les régimes fiscaux « fille mère » ou « d'intégration fiscale » qui permettent aux grands groupes d'échapper à une grande partie de l'impôt qu'ils devraient payer en France n'est pas non plus à l'ordre du jour.

Ce Gouvernement se refuse donc à mettre en œuvre d'autres choix budgétaires d'où sa préférence pour une réforme des retraites injuste, brutale et reposant sur les efforts des seuls travailleurs.

Ironie de l'histoire : le Gouvernement s'est arcbuté sur sa réforme des retraites en justifiant son urgence précisément par le risque d'abaissement de la note qu'il fallait éviter à tout prix.

Autrement dit tout ça pour ça !

Paris, le 3 mai 2023

Contact :

Hélène FAUVEL
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [hfaudel](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)
☎ 01.40.52.84.45